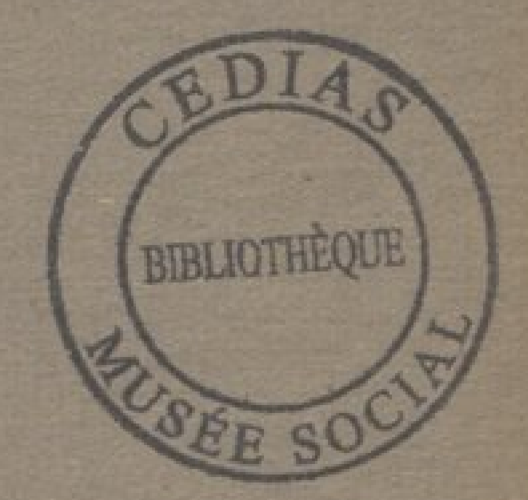
4e Année, N° 61 - 1er Juillet 1928 — Prix : 1 fr. 50

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

SOMMAIRE :



Administration et Rédaction : 96, Quai de Jemmapes -:- PARIS (10e)

Source gallica.bnf.fr / CODHOS

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste
(Paraissant le 1er et le 15)

Rédaction et Administr. 96, Quai Jemmapes PARIS-Xe

Téléphone : Combat 08-02

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la **Révolution Prolétarienne** publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

ÉTUDES, ENQUÊTES MONOGRAPHIES, DOCUMENTS,

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage (P. Monatte)

Les Notes Economiques (R. Louzon)

La Renaissance du Syndicalisme (Par les militants de la Ligue Syndicaliste)

Parmi nos Lettres (De tout et de tous)

A travers les Livres (A. Rosmer, B. Giauffret, A. Richard, etc.).

Lettres de l'Internationale (De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, etc., etc.)

Faits et Documents

COLLABORATEURS

G. Airelle, E. Allot, J. Aufrère, J. Baldacci, E. Berth, Marthe Bigot, M. Chambelland, J. Cévenol, F. Charbit, J. et J. Cornec, V. Delagarde, Max Emile, Finidori, H. Fulconis, A. Garnery, B. Giauffret, Max Eastman, Jean Glaive, V. Godonnèche, R. Hagnauer, G. Lacoste, F. Loriot, R. Louzon, A. Mahouy, L. Marzet, J. Mesnil, P. Monatte, G. Nicolas, J. Péra, R. W. Postgate, A. Richard, A. Rosmer, R. Rouviane, C. Talès, A. Thévenon, G. Thomas, A. Villeval, etc., etc...

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois......... 16 fr. Un an......... 30 fr.

EXTERIEUR

Six mois......... 22 fr. Un an......... 40 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction à : L. Marzet.

La correspondance relative à l'Administration aux camarades Busseuil ou Barat.

(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques Postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99.

Permanence pour la Rédaction et l'Administration :
Tous les jours, sauf le dimanche, de 5 à 7 heures.

La Ligue Syndicaliste

SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C. G. T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible :

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C. G. T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste**, à son secrétaire : Maurice Chambelland, 96, quai Jemmapes, Paris-Xe.

Conservez la collection de la "Révolution Prolétarienne"

Elle constitue une mine de renseignements indispensables à toute militant révolutionnaire.
Elle a sa place dans toute bibliothèque de Syndicat ou de Cercle d'études.
Il reste un certain nombre de collections des années 1925, 1926, 1927.
Les numéros d'une année : 30 francs.
Reliés « Selflior » : 38 fr. 50 (franco 40 fr. 50).



LE CARNET DU SAUVAGE

Après la stabilisation

Eh bien ! la stabilisation en fait du beau ! Poincaré pleurniche et voudrait quitter le ministère, la Bourse grimace, personne n'a l'air d'être emballé. Heureux, les économistes ! Ils doivent comprendre quelque chose à toutes ces manigances. Faudra que Louzon m'explique.

On dirait qu'il y a de l'orage dans l'air. Poincaré craindrait-il la fureur des petits rentiers ? Peu probable. Aurait-il peur pour l'équilibre du budget de l'Etat ? Pourtant les impôts ont pris un volume suffisant pour parer à une augmentation de la charge de la Dette publique. La hausse des prix de 10 à 15 % annoncée de divers côtés menacerait-elle ? La réduction des exportations serait-elle à l'horizon ? Ou bien les cris de guerre civile des propriétaires d'immeubles, voulant coûte que coûte le relèvement au quintuple des loyers, effraieraient-ils nos gouvernants ?

J'ai plutôt l'impression que le régime bourgeois vient de faire un nouveau pas vers sa restauration. Après le règlement des dettes de guerre par le plan Dawes, la stabilisation du franc ici constitue l'une des dernières phases du rétablissement de l'économie d'après-guerre.

Va-t-on sentir de manière plus saisissante combien le monde s'est appauvri du fait de la guerre, et cet appauvrissement va-t-il se traduire pour la classe ouvrière par un surcroît d'exploitation ? C'est probable. On dit généralement que stabilisation et rationalisation doivent aller de pair. C'est donner à la rationalisation sa signification véritable.

En août 1925, Louzon, examinant dans ses « notes » les répercussions que provoquerait la stabilisation du franc au cinquième de sa valeur or, montrait que les patrons ne pouvant plus concurrencer victorieusement l'industrie étrangère, ni prélever de bénéfices exceptionnels sur leurs dettes en raison de la dépréciation du franc, chercheraient à augmenter coûte que coûte la plus-value produite par l'ouvrier en exploitant au maximum sa force de travail; il concluait que la stabilisation de la monnaie signifierait la reprise de la lutte de classes dans toute son âpreté ; le prolétariat devrait reprendre sa vraie arme et sa vraie formation de combat : la grève et le syndicat.

Le moment est venu. Le capitalisme, à la fois raffermi sur ses pieds mais serré à sa bourse, va attaquer. Nécessité sera bien de lui riposter.

Retour d'Amérique

L'instant le plus passionnant de la conférence d'André Philip sur la Rationalisation, le mardi 19 juin, fut certainement celui où Dubreuil commença sa réplique : « Nous ne sommes pas d'accord, ni sur la situation en Amérique ni sur la rationalisation ». On faillit assister à un beau duel de conceptions. Mais Dubreuil ne s'engagea pas à fond. Et Bracke, qui veillait, déclara, sur le ton bénisseur d'un adjoint aux mariages de la bonne ville de Lille, que Philip et Dubreuil n'étaient pas tellement en désaccord !

Ils l'étaient profondément, cependant, ces deux hommes qui reviennent d'Amérique, l'intellectuel socialiste chrétien, professeur à la Faculté de Droit de Lyon, après un séjour de deux ans, l'ouvrier mécanicien, le fonctionnaire syndical, après un séjour de dix-huit mois.

L'intellectuel revient en déclarant que les Etats-Unis représentent aujourd'hui dans le monde le type le plus parfait de la dictature capitaliste et que la mystique de la rationalisation fait courir au socialisme le plus grave danger.

L'ouvrier tient un langage opposé. S'il avait à choisir, il préférerait vivre aux Etats-Unis et ne comprend pas que l'on s'oppose à la rationalisation.

On lira plus loin le compte rendu qu'a établi de cette conférence une de nos camarades, qui avait pris sur le genou des notes sténographiées. Tout n'y est pas, mais l'essentiel de la démonstration de Philip y est. A mon avis, André Philip affaiblit sa condamnation de ce qu'il appelle la mystique de la rationalisation, en faisant peut-être la part trop belle au départ à l'organisation scientifique du travail, qui n'est et ne peut être que l'organisation scientifique de l'exploitation de l'ouvrier, l'organisation du surmenage. Mais c'est déjà une contribution courageuse et de grand prix qui est apportée là aux militants syndicalistes. Un de nos amis avait raison de dire, à propos de son livre « Le Problème ouvrier aux Etats-Unis » : « C'est la véritable réponse à toutes les spinasseries! »

Sur son séjour aux Etats-Unis, Dubreuil a déjà longuement écrit dans le Peuple *et dans l'*Information Sociale. *Il prépare un livre, dont il craint qu'on ne dise de lui, après avoir entendu Philip, qu'il s'est vendu aux patrons. Nous ne dirons pas cela, Dubreuil, nous qui vous avons connu autrefois dans les rangs de la minorité révolutionnaire. Nous dirons, ce que nous croyons exact, que vous êtes un exemplaire frappant de ces ouvriers qui contractent dans la lecture et l'étude l'admiration du capitalisme, et qui ne regardent plus les problèmes du mouvement ouvrier avec des yeux d'ouvrier, mais avec un esprit d'homme d'Etat. Vous êtes atteint du même mal que Jouhaux. Aux Etats-Unis, comme mécanicien, mêlé à cette aristocratie ouvrière qui dispose de hauts salaires, vous n'avez ni vu ni senti le poids écrasant de la dictature capitaliste.*

Ici, dans un discours au Congrès des travailleurs de l'Etat (Peuple du 21 juin), *Jouhaux montrait que ce qui le préoccupe dans la rationalisation ce n'est pas son aspect ouvrier mais son aspect patronal :*

« La rationalisation, ce n'est pas simplement la mécanisation, le travail à la chaîne, le chronométrage, le

surmenage, l'ouvrier devenu un automate, mais une conception qui prend la production à la base, la suit dans son développement et ne s'arrête que lorsque la production et la consommation sont établies sur des bases rationnelles ».

On trouve là à plein la mystique de la rationalisation, forme nouvelle de l'union sacrée, traduction neuve de la conception de l'intérêt général où l'intérêt ouvrier est sacrifié à l'intérêt de la classe dominante. Jouhaux se préoccupe surtout de la standardisation, de la concentration industrielle, comme si le patronat avait besoin de lui pour la réaliser. Il rêve qu'il participe à la direction de l'industrie, et pendant ce temps rien n'est fait, dans le premier domaine qui concerne directement la classe ouvrière, pour lutter contre la mécanisation, la militarisation dans l'usine, la surexploitation qui la menace. Le talon de fer écrasera pourtant les syndicats en écrasant les ouvriers. Dans un de ses articles du Peuple, *Dubreuil se réjouissait de quelques paroles de Renault suivant lesquelles le patronat rationalisateur avait besoin de la collaboration ouvrière. Cette collaboration, il la comprend à sa façon et Renault qui chasse les syndiqués de ses usines, qui les fait traquer par sa police spéciale, qui mettait à la porte Mahouy dernièrement dans les conditions que nous avons relatées, montre que la rationalisation s'installera sur les ruines des syndicats. Si Dubreuil ne l'a pas bien vu aux Etats-Unis, il pourra peut-être le voir ici, aussi bien chez Renault et Citroën que chez Michelin à Clermont-Ferrand.*

La nouvelle étape de l'Internationale Syndicale Rouge

Ainsi que l'a dit Chambelland l'autre quinzaine, c'est bien une nouvelle étape que s'apprête à parcourir l'I. S. R.

Elle entraîne derrière elle la C. G. T. russe, la C. G. T. U. française, le Syndicat général de Théco-Slovaquie et les mouvements minoritaires d'une certain nombre de pays, les engageant dans une route pleine de dangers, où ces organisations risquent de perdre, les unes leurs effectifs, les autres leur influence.

Deux périodes ont déjà marqué l'histoire de l'I.S.R. La première, qui de 1919 à 1923, peut être regardée comme celle de sa naissance, de sa formation, de sa poussée. La deuxième, de 1923 à 1928, fut caractérisée par les tentatives de reconstituer l'unité syndicale internationale.

La troisième, celle qui s'ouvre par le dernier Congrès de l'I. S. R., marque l'installation dans la scission et fait prévoir un effort pour donner à l'I. S. R. de nouvelles sections nationales. De nouvelles sections, c'est-à-dire de nouvelles scissions. C'est cela la nouvelle étape.

Au sortir de la guerre, l'Internationale syndicale était par terre, en morceaux. Comment la reconstruire et surtout comment la reconstruire plus active et plus solide ?

Deux tentatives se produisirent. L'une qui chercha à reformer l'Internationale impuissante d'avant-guerre, en raccommodant les organisations syndicales des pays alliés avec celles des pays vaincus, organisations qui, durant toute la guerre, s'étaient jointes dans l' « union sacrée » aux gouvernants de leurs pays et s'étaient combattues avec la même haine. Le premier contact fut provoqué, au début de 1919, par le besoin de se concerter entre délégations ouvrières qui devaient se rendre à la Conférence du travail de Washington, cette filiale du Traité de paix, d'où devait sortir le Bureau International du Travail. Ainsi naquit l'Internationale syndicale d'Amsterdam, liée dès sa naissance au B. I. T., liée en outre à l'Internationale socialiste.

L'autre tentative chercha à rassembler autour de la Révolution russe tous les mouvements syndicaux révolutionnaires. L'un de ses premiers appels porta la signature de Robert Williams, pour les Trade-Unions anglaises, de d'Aragon pour la C. G. T. italienne, de Pestagna pour la C. N. T. espagnole. Les Anglais se dégagèrent vite. Les Italiens, après l'échec du mouvement pour l'occupation des usines, retournèrent à Amsterdam. Les Espagnols s'en allèrent à l'Internationale de Berlin. Mais dans les convulsions révolutionnaires d'après-guerre, rien ne pouvait être regardé comme stable et définitif. La révolution allait-elle allumer d'autres foyers ? En ce cas, l'I. S. R. rebondirait. Jusqu'à octobre 1923, à l'échec de la Révolution allemande, tous les espoirs furent légitimes. Dès cet échec, marquant le recul de la vague révolutionnaire, la croissance de l'I. S. R. fut arrêtée.

Les événements lui retiraient ainsi sa principale source de vie ; d'elle-même elle s'était privée d'un autre élément de force. Dans l'esprit des Russes, ses initiateurs, l'I. S. R. devait être liée étroitement à l'Internationale communiste, en adopter l'idéologie, les mots d'ordre, la tactique. Dans l'esprit des syndicalistes révolutionnaires du monde entier qui étaient accourus à elle, elle devait être une maison plus large, ouverte à toutes les tendances révolutionnaires, bâtie d'ailleurs sur deux piliers, comme nous l'écrivions dans la déclaration des C. S. R. de juillet 1921, sur le pilier du syndicalisme russe s'inspirant du bolchevisme, sur le pilier aussi du syndicalisme révolutionnaire des pays latins et anglo-saxons. Un tel mariage, du bolchevisme et du syndicalisme, était-il possible ? Nous l'avons pensé durant des années. Le divorce est venu. Les Russes, demeurés social-démocrates quant à la conception du rôle des syndicats, ont regardé le syndicalisme comme une hérésie et les syndicalistes comme des hommes à gagner à leur conception sinon à pourchasser. Tant que vécut Lénine, le divorce ne fut pas prononcé. Lui vivant, ne l'aurait-il jamais été ? Je ne saurais le dire. Mais j'ai des raisons de penser que si la C.G.T.U. française avait maintenu fermement son point de vue syndicaliste, des concessions sérieuses lui auraient été

faites ; l'I. S. R. en aurait largement bénéficié et la C. G. T. U. serait autre chose que l'humble servante du parti communiste français.

Le recul de la vague révolutionnaire en fin 1923 signifiait en même temps un renforcement du capitalisme. Pour y faire face, le rétablissement de l'unité syndicale apparaissait forcément comme une nécessité. C'est à ce moment que la C. G. T. russe envisage son adhésion à l'Internationale d'Amsterdam, que les plus farouches bolchevisateurs d'ici lancent l'idée de la dissolution de la C. G. T. U. ; c'est à ce moment aussi que se forme une gauche dans Amsterdam autour de Fimmen, que se constitue le Comité anglo-russe. Le désir d'unité de l'I. S. R. trouvait un écho au sein d'Amsterdam. Malheureusement ce double effort a été impuissant. Fimmen a été obligé de quitter le secrétariat d'Amsterdam, les groupes d'unité en Belgique et en Hollande se sont étiolés, le Comité anglo-russe a été dissous.

Adieu l'unité syndicale internationale ! Au moins pour un temps. Maintenant l'I. S. R. va chercher de nouvelles sections nationales. Lorsque Losovsky reproche aux militants des syndicats de Bâle d'avoir peur de la scission, ne les pousse-t-il pas à la constitution d'une section suisse de l'I. S. R. ? En Belgique, il semble bien que les communistes aient tendu à former une section belge autour des « Chevaliers du Travail ». Depuis longtemps on peut craindre que le Mouvement minoritaire anglais ne soit aiguillé dans la voie de la scission des Trade-Unions ; les conséquences en seraient si désastreuses qu'il est impossible qu'un homme comme Cook se laisse entraîner dans une pareille aventure. Quand Losovsky reproche à Foster et à ses camarades de la Ligue d'Education syndicale des Etats-Unis « leur maladie d'un genre particulier, leur crainte de l'unionisme dualiste, des syndicats parallèles » ne veut-il pas les voir s'attacher à former un second mouvement à côté de l'American Federation, recommencer l'expérience des Industrial Workers ? Certes, la situation du mouvement syndical aux Etats-Unis est tout à fait spéciale et ne peut être identifiée à celle d'Angleterre, mais un second mouvement y est-il possible et ne présenterait-il pas plus de dangers que d'avantages ? En tout cas, c'est aux militants de la Ligue d'éducation à en décider et non à l'I. S. R. Or, la pire des erreurs de l'I. S. R. c'est de vouloir imposer sa manière de voir à tous les mouvements qui la composent ; elle leur impose jusqu'à certaines formes d'organisation sans se soucier de savoir si elles sont viables. Elle a engagé la C. G. T. U. dans une centralisation et dans une bureaucratisation qui ont déjà commencé à faire baisser sensiblement ses effectifs. Par ce qui est déjà sous nos yeux, on peut prévoir ce que réserve demain et ce qui attend les autres mouvements qui se laisseront imposer de pareilles méthodes. Tourner le dos à l'unité et créer une caste de militants professionnels, ce n'est pas servir le mouvement révolutionnaire.

Pierre MONATTE.

Parmi nos Lettres

Colonialisme et Rationalisation

Une lettre nous donne un aperçu de l'exploitation de la femme indigène aux Antilles en contraste avec les conditions de travail aux Etats-Unis tout proches.

J'avais déjà écrit à Monatte que c'étaient des femmes qui chargeaient les bateaux de charbon dans les ports coloniaux.

Aux Antilles, elles gravissent les échelles avec leur fardeau sur la tête. Chacun des paniers de charbon pèse 38 kgs, et la femme touche cinq sous par panier.

Pour se suffire, les « doudous », comme on les appelle, ne font pas que porter le charbon. De temps en temps, les gens du bord en prélèvent quelqu'une, et elle estime cela une chance, aimant mieux gagner 4 francs en quelques minutes que de porter 16 × 38 = 608 kgs de charbon.

Dans les ports américains, il n'y a rien de ça, et au point de vue mécanique, c'est intéressant.

Le charbon avec une vitesse folle, vient de ses entrepôts presque dans la soute du navire, sans que les doigts d'un ouvrier en aient effleuré un seul morceau. Les ouvriers se contentent de le diriger et de loin.

De même, pour le chargement des marchandises, le travail musculaire est supprimé. Les sacs de sucre, par exemple, c'est lourd. A Tamatave, ils sont chargés sur les échines de pauvres diables, presque nus, que gardent des types, revolver sur le ventre et matraque à la main. Ce sont, paraît-il, des prisonniers! Alors, tu parles, si on se débrouille à fabriquer des prisonniers en série.

Eh bien, avec les dockers américains, plus besoin de revolver. Ils ont de petites voiturettes qui sont de véritables monte-charges mobiles, grâce auxquels les sacs, par demi-douzaines, grimpent tout seuls dans les wagons.

Une locomotive stoppe près de moi : « Tiens, pourquoi est-ce un ingénieur qui la conduit ? » Je n'avais pas réfléchi qu'on était aux U. S. A.

Le mécano, confortablement assis (ce qu'on ne peut pas faire sur les machines françaises), avec sa petite visière, ses grosses lunettes, sa face rose, propre, remplie, d'homme bien portant, avait tout à fait l'air d'un monsieur. Ça ne l'empêchait pas de conduire très bien. C'est la vertu des hauts salaires.

Bas salaires : exploitation de la bête humaine, revolver, famine, prison et gonocoques.

Hauts salaires : machinisme, tout le monde propre, muscles réservés aux sports, sous-marins, avions, guerre du Pacifique.

Et en Europe, où en est la question de la rationalisation ? Avez-vous fini par y piger quelque chose ? Je veux dire quelque chose de concret?

⁂

Richard réplique à Désarménien

Peu de camarades travaillent les questions agraires qui, pourtant, sont d'une grande importance en France. Réjouissons-nous donc de la controverse possible que laisse entrevoir la lettre de Richard. Mais combien nous approuvons sa défense de l'indépendance syndicale.

Désarménien n'est pas content et la longueur même de sa réponse montre qu'il a été piqué au vif et tient à se justifier aux yeux des syndicalistes.

Mais il déplace quelque peu la question. A le lire, en effet, son correspondant indirect lui aurait reproché de n'avoir rien fait dans les Landes de solide et d'indépendant. C'est pourquoi il prend une colonne entière de la R. P. pour rappeler l'action chez les métayers de l'Union confédérée de l'Adour *et du* Conseil paysan.

Sans me piquer, comme il le dit, de « connaître la question agraire », je ne méconnais pourtant pas tout à fait cette propagande. Mais je n'ai pas voulu, dans ma lettre sur les élections, en entreprendre l'examen. Je n'ai pas cru que c'était le moment d'analyser le projet de réforme du métayage défendu par Désarménien.

Je me suis contenté de signaler l'impression fâcheuse pour l'idée même du syndicalisme, produite à Dax et ailleurs, notamment dans le Bas-Adour, par la présence renouvelée, systématique, d'un ou plusieurs députés candidats aux réunions des métayers, données par l'Union confédérée. A la veille même de la campagne électorale, et au cours de cette campagne, cela ne devait pas manquer d'être pris, non sans quelque raison, pour une combinaison politique. Je sais bien qu'ici les frontières du syndicalisme sont d'une grande complaisance, que l'on a vu assez souvent des syndicats de métayers et de résiniers, voter des ordres du jour électoraux, mais ce n'est pas une raison pour entretenir cette croyance que le syndicalisme n'est qu'une manœuvre subalterne de la politique. Je prie Désarménien de me croire : cette croyance est certaine ici. Elle n'est pas de nature à faciliter le retour à l'unité syndicale. Dans un pays qui est la proie de la politique, il faut plus qu'ailleurs éviter l'équivoque. Voilà le sens de ma remarque dont je n'ai pas un mot à changer, d'autant plus que je ne portais contre Désarménien aucune attaque personnelle. Je suis prêt, du reste, à m'intéresser à la communication qu'il m'annonce.

*
**

Et voilà la stabilisation

D'un abonné :

Voilà la stabilisation faite au taux prédit par Louzon en août 1925. *Une fois de plus, votre équipe a vu juste. Les autres ont annoncé successivement que la bourgeoisie ne pouvait pas arrêter la dévalorisation, puis la revalorisation, puis ceci et puis cela... Ce qu'il y a de bon, c'est qu'ils ne se découragent pas de prophétiser et Monmousseau y va (début de son intervention à la Conférence du Parti communiste,* Huma, 21 *juin) :*

« La crise capitaliste, au travers de la stabilisation, revêt un degré d'acuité de plus en *plus grand... »*

Oui, de plus en plus grand, plus grand qu'en 1919, *plus grand qu'au moment de la Rühr, plus grand qu'en juillet* 1926! *Et en avant le couplet sur la « radicalisation des masses »!*

La vérité est que les masses ne se radicalisent pas du tout, c'est que le réformisme le plus plat leur suffit présentement.

Quand je dis cela, on me répond que je suis un défaitiste, que je décourage, et autres balivernes. On n'est pas un défaitiste parce qu'on dit sous l'ondée qu'il pleut. Celui qui aurait dit en 1912 *que le socialisme capitulerait sans combattre en* 1914, *n'aurait pas été un défaitiste; simplement, il y aurait vu clair.*

Voyons-y clair. Il n'y a rien à espérer pour une demi-génération, du moins pour ce qui est du rayon France, et peut-être Europe occidentale. Il n'y a qu'à grouper ce qui peut être groupé, instruire ce qui peut être instruit, former d'ici de là — le plus qu'on le peut — des îlots de clairvoyance, des centres de résistance, et se rendre à soi-même ce témoignage qu'on n'est pas dupe : ni de la bienfaisance bourgeoise ni du verbalisme révolutionnaire.

*
**

Haro ! sur les « minorités agissantes »

Quelques remarques d'un de nos camarades de l'Enseignement sur la nouvelle campagne communiste contre la théorie des minorités agissantes :

Je m'efforce de comprendre — j'ai toujours, comme les enfants, cherché à comprendre — ce qu'on discute chez les communistes. Aujourd'hui, l'intervention de Monmousseau à la Conférence du Parti. Très bien, Monmousseau :

« Comment recruter 10.000 *adhérents nouveaux? Comment pénétrer de nouvelles couches d'ouvriers inorganisés?...*

« Quelles sont les raisons pour lesquelles de grandes masses ouvrières sont en dehors des syndicats de classe?

« ...C'est enfin la survivance anarcho-syndicaliste de la théorie des minorités agissantes. »

Très bien. Mais la théorie des minorités agissantes, c'est le parti communiste qui la pratique effectivement.

J'entends bien souvent nos communistes vitupérer le nombre (du Syndicat National des Instituteurs, par exemple) et l'opposer à la qualité de notre Fédération et pour peu qu'on les pousse, ils avouent facilement qu'ils ne tiennent pas à nous voir nombreux. Est-ce là l'anarcho-syndicalisme que Monmousseau dénonce ? Je serai alors avec lui.

Seulement pourquoi faut-il qu'après avoir dénoncé la « théorie des minorités agissantes », il nous fournisse lui-même cette minorité et la pousse à l'action. Voyez le coup de clairon final (Humanité, *du* 21 *juin) :*

« Les meilleurs communistes aux postes responsables! Tous les communistes pour la préparation des luttes révolutionnaires! Tous les communistes aux postes de combat contre le patronat, contre la bourgeoisie, classe contre classe. C'est cela le rôle dirigeant du Parti communiste. C'est cela aussi le rôle des fractions communistes dans les syndicats. »

L'appel de Monmousseau sera entendu :

« Les meilleurs communistes aux postes responsables ! » Oui, mon vieux, et pour cela coups de balai aux autres. Belle préparation au syndicalisme de masse !

C'est aussi rigolo que le cri de Berlioz, l'autre jour :

« Front unique contre les réformistes et les anarcho-syndicalistes ». Mais alors front unique avec qui ? Avec les communistes seuls ? Avec les petits rentiers? les petits commerçants ? les autonomistes cléricaux? les royalistes ?

Ce n'est pas encore de ce coup-ci que j'arriverai à comprendre !

*
**

L'écrémage ouvrier par l'école unique

Un aspect de l'école unique, et qui n'est pas le moins important :

L'école unique n'est pas l'école pour les enfants, mais l'école qui doit donner ses cadres à la bourgeoisie en écrémant le prolétariat et le degré supérieur formera bel et bien les dirigeants de demain comme les Universités d'aujourd'hui.

Une Conférence d'André Philip sur la Rationalisation et le Socialisme

Un socialiste, de formation chrétienne, André Philip, professeur à la Faculté de Droit de Lyon, est allé aux Etats-Unis. Il a condensé le résultat de ses observations en un volume intitulé « Le Problème Ouvrier aux Etats-Unis ».

Nous nous proposions de rendre compte de cet ouvrage, qui constitue, à notre avis, le premier tableau complet et sérieux de la rationalisation aux Etats-Unis, mais notre tâche a été facilitée.

Sous les auspices de la « Bataille Socialiste », périodique de la gauche S. F. I. O., André Philip a fait le 19 juin un exposé, annoncé sous le titre « Rationalisation et Socialisme », excellent abrégé de son point de vue, et qui est par conséquent le meilleur compte rendu de son ouvrage.

L'intérêt évident de cette conférence a été encore accru par la contradiction apportée par Dubreuil de la C. G. T. C'était là plus qu'une contradiction : il nous a semblé que ces deux hommes ne parlaient pas le même langage. L'un ne niant pas l'amélioration matérielle, mais constatant que ces avantages sont acquis au prix d'une servitude morale plus grande et s'en désespérant; l'autre ne voyant que la petite Ford familiale, la salle de bain, sans considérer la rançon de ce confort, et étant bien près d'affirmer que, dans ces conditions, l'idéal ouvrier n'était pas loin d'être atteint.

Est-il besoin d'assurer que notre matérialisme se sent beaucoup plus près de Philip que de Dubreuil ? Les expériences ouvrières de ces dernières années nous ont montré quel danger il y a à négliger les valeurs morales, ce qui conduit à piétiner la moralité tout court, condition indispensable d'un mouvement ouvrier sain.

Cete soirée fut puissamment intéressante, non seulement par la valeur du conférencier, mais plus encore parce qu'elle a ouvert vraiment la discussion entre les représentants de deux grands courants du mouvement ouvrier à propos d'un des tournants les plus importants de la production capitaliste. Nous nous faisons un plaisir d'en donner un compte rendu analytique.

Le problème de la rationalisation est l'un des plus ardus et des plus graves de l'heure présente, il est nécessaire de l'étudier de très près; ce sera, du reste, étudier en même temps le milieu capitaliste. Il faut chercher ce que le socialisme doit faire devant cette situation inéluctable.

La rationalisation est incontestablement une amélioration technique des conditions de travail; il est cependant impossible d'en donner actuellement une doctrine ; on peut l'étudier, la discuter, comparer les différentes façons dont elle est appliquée et tirer soi-même des conclusions, c'est tout.

Qu'est-ce que la rationalisation ? C'est, avant tout, une méthode, une série de solutions apportées à un certain nombre de problèmes, mais c'est aussi une mystique, mystique qui attribue à la classe patronale la possibilité de faire le bonheur de la classe ouvrière.

Le socialisme se doit de critiquer et d'étudier la méthode, et de condamner la mystique qui pourrait entraîner de graves conséquences par les illusions qu'elle engendre.

Il y a quelque chose de changé dans le monde bourgeois ; nos adversaires les plus acharnés se rendent compte qu'il est certaines transformations qui s'imposent, mais ils cherchent à les utiliser et à les développer pour leur propre compte. Aujourd'hui tout le monde comprend que les idées sociales du XIX[e] siècle doivent subir des modifications, tant en elles-mêmes que dans les moyens propres à les réaliser, eu égard aux conditions nouvelles de vie, de production et d'industrialisation. Une discipline, en cela, est nécessaire. Les tendances actuelles nous portent vers une science de la production qui sert à régler la production sociale : il nous faut saluer cette organisation du travail et chercher à l'utiliser.

La rationalisation s'est efforcée de déterminer scientifiquement la production maxima qui peut être obtenue sans danger d'un ouvrier bien payé et en parfaite santé. C'est la création d'une science du travail et de la production. On peut la diviser en trois parties :

1° La rationalisation d'ateliers (Scientific Management), qui comprend : a) l'expérience de laboratoire ; b) l'effort fait pour rapprocher l'atelier du laboratoire ; c) l'application des résultats de **a** à **b** par approximations successives.

2° La rationalisation de la main-d'œuvre (Personnel Management) : a) mobilité ouvrière (Labor Turnover); b) méthodes d'embauchage; c) conditions sanitaires.

3° La rationalisation de la production (Standardisation, Normalisation).

L'Expérience Américaine

La rationalisation a son origine dans le taylorisme, qui cherchait à résoudre par des moyens scientifiques, un problème moral.

La question posée par Taylor était la suivante : Comment déterminer scientifiquement le juste travail qu'un patron peut demander à un ouvrier?

Pour chaque travail, il y a une méthode, une série de mouvements, en un mot une manière d'exécuter ce travail qui est la meilleure : c'est elle qu'il s'agit de découvrir et d'enseigner à tous les ouvriers, car ils ne la connaissent pas et ne peuvent trouver « la science du mouvement », sans l'aide de ceux qui travaillent avec eux et les dirigent. L'étude des temps élémentaires permettra de trouver la production optima de l'ouvrier en bonne santé.

LE SCIENTIFIC MANAGEMENT

Premier Stade. — Expérience de laboratoire. On prend les meilleurs ouvriers, on les met dans des conditions particulièrement favorables de milieu et de contingences. Puis on étudie : a) les instruments de travail; b) les conditions du travail, la position de l'ouvrier, les mouvements élémentaires, etc.; c) les temps élémentaires. Après plusieurs expériences et des calculs d'élimination, on obtient une moyenne qui indique le temps dans lequel un ouvrier exceptionnel, travaillant pendant une période exceptionnellement courte dans des conditions exceptionnellement favorables, a réussi à exécuter le travail.

Deuxième Stade. — Mais l'atelier n'est pas le laboratoire et le résultat des observations précédentes ne peut être appliqué que dans un atelier réorganisé. On va donc réorganiser l'atelier américain : il y a là l'ébauche d'une science de la production qui permet l'effort maximum dans les meilleures conditions possibles. Voici quelles sont les mesures indispensables : 1° les conditions extérieures de l'atelier doivent être favorables au travail ; 2° les meilleurs instruments de travail doivent être mis à la disposition de l'ouvrier, et, pour cela, on créera une salle d'outils; 3° la matière première, toujours de bonne qualité, sera tenue constamment à la disposition de l'ouvrier, et, pour cela, on créera une salle de réserve où toutes les matières premières seront vérifiées, classées et expédiées selon les besoins de l'ouvrier ; 4° la production doit être exactement prévue et le travail organisé de façon à éviter toute perte de temps; 5° l'ouvrier doit être entraîné à la production par de hauts salaires; 6° il doit travailler dans une sécurité complète.

Tout ceci, il faut le répéter, représente un effort très net vers le mieux.

Troisième stade. — On va appliquer les résultats du laboratoire à l'atelier réorganisé, mais en tenant compte en outre d'éléments accessoires ou de facteurs étrangers au laboratoire, dont le principal est la fatigue de l'ouvrier. Et nous arrivons ici au point faible du système, car on ajoute un pourcentage tout à fait arbitraire et éminemment variable, qui parfois ne correspond en aucune façon à la réalité. Ce pourcentage, fonction principalement de la fatigue de l'ouvrier, doit théoriquement diminuer la production d'autant, mais pratiquement il est établi de façon trop incertaine pour être rigoureusement appliqué et l'on en est réduit aux tâtonnements et aux approximations.

Cela est aisé à comprendre : Taylor, en supprimant tous les mouvements inutiles, a diminué la possibilité de récupération de la force musculaire, le facteur fatigue est anormalement accru. Par exemple, un ouvrier accomplit son travail en un temps donné. Un ouvrier « rationalisé » l'accomplira dans la moitié de ce temps : théoriquement, il devrait ainsi produire un travail double; pratiquement, cela n'est pas ; de plus, un ouvrier peut déployer, sous l'action de certains facteurs moraux ou le désir d'un haut salaire, une force nerveuse qui ne correspond pas à sa force réelle.

Tout ceci fait que l'application de la rationalisation laisse à désirer, mais elle n'en est pas moins, en elle-même, un effort intéressant de conception d'une science de la production, effort que le socialisme doit suivre et encourager ; mais cette science de la production peut très difficilement être constituée en régime capitaliste, car le patron veut en utiliser les résultats pour son profit personnel et dans un désir de lucre qui conduit à l'épuisement du travailleur. Il faut que les études de l'ingénieur soient complétées par celles du médecin. Le système Taylor est intéressant, répétons-le, mais il n'est encore qu'à l'état d'ébauche, il a été introduit trop tôt dans les usines américaines et françaises : aussi longtemps qu'il ne sera pas possible de calculer exactement la fatigue de l'ouvrier, l'idée de la fixation scientifique de la tâche prêtera inévitablement à des déviations conduisant à une exploitation éhontée des ouvriers.

LE PERSONNEL MANAGEMENT

Le problème de la main-d'œuvre est l'un des plus ardus en Amérique, et celui de la mobilité ouvrière (Labor Turnover), l'un des plus insolubles. C'est le grand écueil de la production. En moyenne la mobilité ouvrière est de 100 pour 100, c'est-à-dire que pour avoir 5.000 ouvriers présents dans une usine, il faut en embaucher 10.000 par an. Or l'embauchage est très coûteux : perte de temps de la mise au courant, malfaçon des premiers jours, etc. Il y a grand avantage à garder les ouvriers éduqués, et c'est pourquoi, pour diminuer la mobilité, on n'hésite pas à appliquer les hauts salaires. D'autre part le choix de l'ouvrier étant d'une importance capitale, l'embauchage des ouvriers est confié à un service spécial, qui fait une sélection.

La demande d'emploi est un élément essentiel des méthodes modernes d'embauchage ; c'est un questionnaire très détaillé et fort long. En général, un certain temps se passe avant que l'ouvrier obtienne une réponse, ceci afin d'éprouver sa stabilité. S'il est accepté, il subit une série d'épreuves, les « tests » psychologiques :

1° Tests de métier ou de connaissances acquises;

2° Tests d'aptitude spéciale destinés à déceler les qualités qui permettront à l'ouvrier de s'adapter à certains travaux;

3° Tests d'intelligence générale (tests de commandement, tests d'arithmétique, de connaissance du langage, de jugement pratique, et surtout les tests d'information générale qui permettent de poser à l'ouvrier des questions sur ses opinions, ses lectures, etc. Celui qui pense comme tout le monde a le plus de chances de réussir, inutile de le dire).

Il y a là tout de même un effort pour constituer une science de l'industrie, mais en même temps cela établit un système de liste noire. Avec le système des tests un ouvrier peut, à cause de ses idées, être signalé partout et ne plus trouver de travail.

Tous les efforts ont été faits pour retenir l'ouvrier à l'usine : hauts salaires, hygiène de l'atelier, accidents du travail réduits au minimum (les précautions prises aux Etats-Unis sont plus grandes et plus efficaces que partout ailleurs), lutte contre la maladie, aide financière aux malades, système de pension, récompense pour longs services. Le système de pension, bon en principe, est d'une application dangereuse : le patron peut, à son gré, cesser de

payer la pension si l'ouvrier a commis une faute ; l'ouvrier pensionné doit rester à la disposition du patron, ce qui en fait un briseur de grève. De grands efforts ont été faits pour que l'usine devienne le centre psychologique de l'ouvrier.

La rationalisation de l'industrie entière et des trusts pose le problème social de façon nouvelle. Dans une très grande mesure la prospérité de l'ouvrier américain, son niveau supérieur de vie tiennent à l'organisation technique supérieure du travail et à la concentration formidable de l'industrie américaine. Il y a cependant d'autres facteurs :

1° La main-d'œuvre manque et oblige les hauts salaires ;

2° D'après les statistiques on constate que, de 1890 à 1913, le salaire réel a été en diminuant (tandis que le salaire des fermiers s'améliorait) ; depuis 1918, le salaire ouvrier a augmenté de 30 % mais la valeur des produits agricoles a beaucoup diminué. La prospérité de l'industrie en général et de l'ouvrier en particulier a pour base les bas prix pratiqués pour les produits agricoles ;

3° Formation de l'industrie en trusts, concentration commerciale qui diminue les prix de revient ; intégration de l'usine (elle a ses lignes de chemin de fer, ses mines, etc. Des usines américaines emploient jusqu'à 80.000 ouvriers). La conséquence de ces concentrations formidables, c'est que le prix de la main-d'œuvre entre pour une faible part dans le prix de revient. Le prix de la main-d'œuvre peut être considéré comme 20 % contre 80 % comme intérêt du capital engagé et immobilisé. De telle sorte qu'un entrepreneur fera peu d'objections, pour garder son personnel, à l'augmentation des salaires. L'élément salaire devient l'élément le moins important. En effet, une augmentation de 10 % de salaire ne représente qu'une augmentation générale de 2 %, que l'on peut aisément faire supporter au consommateur.

RESULTATS MORAUX : CORPORATISME ET NATIONALISME

Une des graves conséquences de l'application des hauts salaires est de briser l'unité de la classe ouvrière, car les ouvriers des usines à hauts salaires s'unissent avec le patron contre les ouvriers moins rétribués des autres usines, ce qui met un obstacle aux grèves de solidarité.

Une autre conséquence moins grave est le danger de corporatisme abolissant tout esprit de solidarité de classe. En détachant les ouvriers qualifiés, les ouvriers d'élite, on forme une véritable aristocratie ouvrière.

Ce corporatisme prend deux formes : les ouvriers attirés par l'espoir des hauts salaires et les conditions favorables désertent les syndicats et acceptent la dictature du trust. Dans toutes les usines progressives, le syndicat est détruit (automobile, métallurgie, etc...)

Il y a quelquefois entente et collusion entre les syndicats ouvriers et patronaux afin d'exploiter ensemble le consommateur.

Le système de rationalisation conduit la classe ouvrière américaine au nationalisme. En effet, pour défendre les hauts salaires, il faut maintenir la loi de restriction de l'immigration, qui est, semble-t-il, la cause essentielle, à la fois de la hausse des salaires, et de la prospérité industrielle aux Etats-Unis (par la nécessité qu'elle a amenée de remplacer partout l'homme par la machine). La loi de restriction de l'immigration protège le travailleur américain aux dépens du travailleur mondial, établissant cette situation anormale d'un pays immense, aux richesses formidables, gardant ses produits et ses avantages pour ses seuls nationaux, refusant d'y faire participer le reste de la classe ouvrière. La recherche des hauts salaires conduit à l'union du patron et de l'ouvrier contre la collectivité mondiale. C'est le pire conservatisme. L'ouvrier est individuellement heureux et ne demande plus rien d'autre, ne cherche plus rien d'autre ; le taylorisme, par l'extrême division du travail qu'il entraîne, enlève à l'ouvrier toute connaissance technique et conduit à un automatisme qui met en péril la dignité, la personnalité, l'intelligence de l'ouvrier (1).

La mystique de la rationalisation

La rationalisation et ses méthodes donnent un certain nombre de solutions à un certain nombre de problèmes, c'est incontestable, et il faut s'en réjouir. Mais sa « mystique » doit être combattue, cette mystique qui prétend que le patronat peut, par ses seules forces, et en agissant librement, réaliser le bonheur universel de la classe ouvrière.

L'ouvrier qui obtient dans ces conditions plus de bonheur matériel l'obtient aux dépens de sa liberté, de sa dignité, de son âme en un mot : plus d'intérêt au travail, plus de personnalité, plus d'indépendance. Non seulement il est l'esclave du capitalisme à l'usine, mais en dehors de l'usine et jusque dans son foyer. La domination des puissances financières sur les pouvoirs politiques et judiciaires aux Etats-Unis est formidable ; il en est de même pour les universités.

OPPRESSION PATRONALE

Le patronat s'occupe de l'ouvrier en dehors de l'usine, mais c'est uniquement pour le rendre plus propre à la production intensive. On force les ouvriers à faire des sports, par exemple, pour augmenter le rendement industriel. Les sports empêchent les ouvriers de penser. S'ils font une partie de foot-ball au sortir de l'usine, toutes leurs pensées sont tournées vers le jeu et ils ne pensent plus aux conditions de travail. Le sport est considéré par les patrons comme la meilleure arme pour éviter les troubles. On leur a accordé les huit heures, mais avec une heure de sport obligatoire.

On suit l'ouvrier dans la famille, on s'occupe de sa vie morale, intellectuelle, sentimentale, de son hygiène privée même, mais toujours en vue d'augmenter la faculté de production. Les jeunes filles

(1) Il ne faut pas oublier que Taylor est allé jusqu'à dire que bientôt un gorille entraîné pourrait faire le travail actuellement effectué par un ouvrier, et que l'U. S. Rubber Company a embauché des jeunes filles « idiotes » qui, après une éducation appropriée, se sont révélées les meilleures ouvrières.

LETTRE D'ANGLETERRE

A propos de la Paix Industrielle

La plupart des principales trade-unions britanniques ont tenu leur Congrès annuel autour de la Pentecôte. Ces Congrès sont maintenant terminés et leurs débats et résolutions donnent une idée de l'état présent du trade-unionisme britannique. La note dominante est toujours l'apathie, ainsi que je l'indiquais dans ma précédente lettre. Peu de questions d'un intérêt général furent discutées. En fait, on peut dire qu'il n'y en eut que deux : les « conversations Mond » et le parti communiste sous son nom de « mouvement minoritaire ».

J'ai déjà refusé deux fois d'écrire dans la R. P. un article sur les « conversations Mond » parce que je ne peux pas les considérer comme importantes. Mais on m'assure que les camarades français, au contraire, les considèrent comme extrêmement significatives et qu'ainsi il est nécessaire que je dise pourquoi je les trouve dépourvues d'intérêt.

⁂

Il est vrai qu'elles ont une apparence d'importance. Le Conseil général des trade-unions s'est rencontré avec une délégation imposante d'employeurs ayant à sa tête Sir Alfred Mond (anthracite, produits chimiques, finance), le propagandiste le plus connu et le plus habile de la rationalisation, pour examiner la possibilité d'une paix entre employeurs et employés. Ces discussions se poursuivent et un manifeste a été publié : document le plus banal et le plus insignifiant qu'on puisse imaginer et qui ne peut engager personne à quoi que ce soit. Mais, après tout, c'est un manifeste commun, signé d'employeurs et d'employés, et A. J. Cook, le secrétaire de la Fédération des mineurs, l'a dénoncé comme une trahison honteuse du Conseil Général trade-unioniste. A son tour, ce Conseil s'est plaint du langage de Cook, dans lequel il ne voit que des déclarations fausses et ridicules au sujet de ce qui s'est passé dans les réunions mixtes, et il a saisi officiellement la commission exécutive de la Fédération des mineurs.

Si ces faits avaient réellement l'importance qu'un observateur superficiel peut leur attribuer, alors le calme avec lequel les ouvriers les ont accueillis serait incompréhensible. Là où les Commissions exécutives ont approuvé les « conversations Mond » (ouvriers généraux, habillement, etc.), les Congrès aussi, complaisamment, les approuvèrent. Là où les Commissions exécutives les ont désapprouvées (mécaniciens), les Congrès, avec la même amabilité, les désapprouvèrent. Nulle trace de révolte indignée ou d'approbation enthousiaste : la question prit place entre les débats sur la création d'un hôpital orthopédique ouvrier et la vérification des comptes de telle section syndicale, et ne suscita qu'un peu plus d'attention.

⁂

Il y a à cela plusieurs raisons, mais deux seulement sont de première importance. La première, c'est que le trade-unionisme britannique est basé sur le principe du contrat collectif que tous les syndicats s'efforcent de faire signer par les patrons. La conception d'une « guerre au couteau » entre employeurs et employés lui est et lui a toujours été étrangère. Ceci peut être sage ou non, mais c'est la condition nécessaire d'un effectif syndical aussi considérable que celui qu'il a groupé, car l'ouvrier britannique moyen, qui n'est pas un syndicaliste révolutionnaire, compte sur les avantages que sa trade-union lui apporte par des contrats collectifs améliorant ses conditions de travail.

Le syndicalisme français n'a jamais été — pas même en 1919 — un syndicalisme de masse, englobant les éléments conservateurs du monde ouvrier.

Il en résulte qu'en Angleterre l'ambition principale des unions les plus avancées — celle des mécaniciens, par exemple — est d'être capable de signer un contrat satisfaisant avec les employeurs. Pourquoi, dans ces conditions, les ouvriers seraient-ils effrayés par la perspective d'un second plus large mais de même nature?

En tout cas, il faut sans doute accorder quelque considération à l'argument de certains leaders « de gauche » (en lesquels d'ailleurs on a peu confiance depuis 1926) qu'on peut résumer ainsi : « Nos caisses syndicales sont vides et, depuis la grève générale, les syndiqués sont en proie au découragement et au scepticisme. Il nous faut gagner du temps ; aussi, comme Fabius, sommes-nous trop heureux si nous pouvons amuser l'adversaire par de vaines conversations. »

En second lieu, dans ces entrevues entre employeurs et employés, ni les uns ni les autres ne disposent d'un pouvoir quelconque. La délégation des employeurs ne peut engager ses membres en quoi que ce soit. Les délégués n'ont pas été choisis par des organisations autorisées et on a souvent souligné le fait qu'ils ne peuvent lier aucune industrie — pas même un atelier — par les déclarations qu'ils peuvent faire. Car l'industrie britannique n'est pas rationalisée ; toutes les industries de base restent dans leur ancien désordre et, pour la plupart d'entre elles, il n'existe pas de groupements patronaux disposant d'un pouvoir de direction. De même, aucune trade-union importante n'a donné — ni se propose de donner — au Conseil Général pouvoir de parler et d'agir en son nom en ce qui concerne la moindre modification apportée aux salaires.

⁂

L'autre question présentant un intérêt d'ordre général, celle du mouvement minoritaire, a provoqué de plus vifs débats. Il était certain que, tôt ou tard, la tactique communiste provoquerait des représailles et le parti communiste a récemment perdu tous les sympathisants auxquels il avait coutume de faire appel. En conséquence, c'est à de fortes majorités que des résolutions furent votées, dénonçant le mouvement minoritaire (qui est financé par le parti communiste) et, dans la plupart des cas, déclarant ses membres inéligibles à toute fonction syndicale. Comment de telles décisions pourront-elles être appliquées ? Un prochain avenir le montrera. L'occasion de cet assaut anticommuniste fut trouvée dans la publication du nouveau programme du parti communiste qui comporte, entre autres choses, une attaque générale contre les leaders des trade-unions sans souci des scissions possibles qui peuvent en résulter. Si affligeantes que soient les résolutions votées et si révoltantes que puissent être certaines des déclarations qui les accompagnèrent, il est difficile de concevoir que les chefs communistes aient pu s'attendre à un autre résultat.

Londres, 14 *juin* 1928.

UN COMMUNISTE ANGLAIS.

Notes Économiques

DEUX COUPLETS DIFFERENTS

Ou comment le maître-chanteur Rothschild sait parler ou se taire... pour 14 milliards et demi.

Assemblée générale des Chemins de fer du Nord, tenue le 28 avril 1927, *avant* les emprunts.
(Compte rendu sténographique.)

M. le Président (Edouard de Rothschlid). — Aujourd'hui, comme hier, la stabilisation n'a plus de raison d'être : la reconstitution financière est en pleine effervescence, et toute intervention malencontreuse risquerait d'en ralentir l'allure et d'en interrompre le rythme harmonieux.

Comment peut-on assumer la responsabilité de tout compromettre en réclamant la déchéance irrémédiable du franc, alors que le navire de l'Etat, sous la conduite d'une si haute autorité, vogue vers de nouveaux horizons pleins de promesses réconfortantes. *Le franc vaut mieux que vingt centimes,* et il serait vraiment triste d'être condamné à une faillite des quatre cinquièmes sans ménagement ni discrimination. Car ce n'est que dans l'espoir d'un sort meilleur que réside l'élan de la la confiance publique, et de toute la science financière, *il n'y a que le principe de l'honnêteté qui mérite d'être retenu.*

Assemblée générale des Chemins de fer du Nord, tenue le 30 avril 1928, *après* les emprunts.
(Compte rendu sténographique.)

Un actionnaire. — Rien ne dit, d'ailleurs, qu'on va stabiliser. On va peut-être revaloriser.

M. le Président (Edouard de Rothschild). — *Ne discutons pas cette question.* Il faut faire confiance au Président du Conseil. Le problème est extrêmement complexe, lui-même l'a déclaré dans des discours remarquables de clarté, de précision et de logique. Je me rappelle, pour l'avoir lu avec attention, qu'il s'est exprimé à peu près de la manière suivante : « Le problème financier, avec quelque rigueur qu'il commande tous les autres, ne peut être isolé des problèmes économiques et sociaux. » C'est dire, messieurs, que, *seuls,* les pouvoirs publics détiennent tous les éléments d'appréciation permettant de résoudre cette question. Personnellement, je vous assure que je ne me considère pas comme suffisamment renseigné *pour exprimer un avis personnel et encore moins formuler une opinion en public.*

VERS L'INDUSTRIE UNIQUE

Nous avons, à plusieurs reprises, appelé l'attention sur l'importance de plus en plus grande prise par l'industrie chimique (1), et sur les relations étroites qu'elle établissait avec les charbonnages et la métallurgie. Il est une autre grande industrie qui tend à s'intégrer, elle aussi dans l'industrie chimique; ce n'est rien moins que la première en date des grandes industries capitalistes : l'industrie textile.

On sait le prodigieux essor pris au cours de ces dernières années par ce qu'on appelle la soie artificielle, matière qui n'est pas, chimiquement, de la soie, mais qui en a, à peu près, les mêmes qualités textiles. La soie artificielle fit à ses débuts l'objet d'une industrie particulière, distincte aussi bien des autres industries chimiques que de l'industrie textile; aujourd'hui, la soie artificielle tend, au contraire, à n'être plus qu'une branche de la grande industrie chimique, les sociétés qui la fabriquent, à ne plus être que les filiales des grands trusts chimiques. Sauf, peut-être, en Angleterre, tous les grands trusts chimiques de l'étranger sont liés, en effet, avec les plus importantes entreprises de soie artificielle de leurs pays respectifs : ainsi le trust allemand de produits chimiques (I. G. Farben-Industrie), est lié à la Glanztoff, la plus grande société de soie artificielle d'Allemagne; la Dupont de Nemours, américaine, l'un des deux trusts de chimie générale américains a pour filiale la Dupont Rayon, qui, si elle n'est pas le premier, est, de loin, le second des producteurs de soie américains; en Belgique, le trust chimique Solvay vient récemment de s'introduire dans la Tubize, la fabrique de soie belge. Mais c'est peut-être en France que le phénomène s'est produit récemment avec, sinon le plus d'ampleur, au moins le plus de netteté : les deux dernières grandes sociétés de soie artificielle, fondées en France, ont en effet été fondées directement par des entreprises de produits chimiques; la première en date, la Rhodiaseta, a été fondée par les « Usines du Rhône », le plus gros fabricant français de produits chimiques pour la pharmacie et le laboratoire, — en participation avec Gillet, le fameux grand teinturier de Lyon ; cette société fabriquera selon de nouveaux procédés, qui donnent une soie de qualité, paraît-il, tout à fait supérieure; l'autre, plus récente, s'appelle la Société des Textiles Chimiques du Nord et de l'Est, elle a été fondée par Kulhmann, lui-même, la grande affaire d'engrais et de matières colorantes, — en participation avec Agache, la vieille affaire textile du Nord et Dollfus Mieg et Cie, l'antique maison de Mulhouse, célèbre par le monopole à peu près complet qu'elle a acquis dans la fabrication du fil à coudre avec son fil D.M.C.

Ce qui fait l'importance de ce phénomène, et lui donnera une portée considérable dans l'avenir, c'est qu'il n'y a aucune raison pour que la fabrication des textiles artificiels se limite à celle de la soie. On ne voit à priori aucun motif technique pour que l'industrie chimique ne puisse réaliser dans un délai assez court des composés susceptibles de remplacer dans leurs différents usages, la laine, le coton, etc..., et coûtant moins cher que ceux-ci. Déjà, on fabrique du crin artificiel, et aussi de la laine artificielle, bien que pour ce dernier article, la question ne semble pas encore tout à fait au point, si l'on en juge par les très faibles quantités jusqu'ici produites.

Que dans un proche avenir, le textile artificiel, le « Rayon », comme l'appellent les Américains, ait à peu près totalement remplacé tous les textiles natutels, cela apparaît comme très probable. Bien entendu, quelle que soit la variété du textile chimique produit, sa production deviendra, encore plus rapidement que ce ne fut le cas pour la soie artificielle, une simple branche de l'industrie chimique générale.

Ayant ainsi intégré, après le charbonnage et le haut-fourneau, l'usine textile, l'industrie chimique représentera à elle seule toute la grande industrie ; à part quelques entreprises secondaires de finition qui subsisteront sans doute, au moins pour les produits de luxe, à l'état d'entreprises indépendantes, l'industrie chimique deviendra la seule industrie. Il ne s'agira plus alors de monopoles dans telle ou telle industrie, mais de monopole total. Les progrès de l'industrie chimique sont ainsi appelés à jouer un

(1) Voir notamment le *R. P.* des 15 août et 1er oct. 1927.

rôle capital dans l'unification de la production mondiale (1).

Quelle en est la raison profonde, pourquoi est-ce la technique chimique qui est appelée à jouer ce rôle, rôle capital dans l'unification de la production montion en vaut la peine.

R. LOUZON.

⁂

LE PROPRIETAIRE RUSSE RETABLI DANS TOUS SES DROITS

La réaction stalinienne poursuit implacablement son œuvre. L'œuvre capitaliste qu'elle avait commencée en 1925, lorsqu'elle rétablit l'héritage, donna le droit de vote aux koulaks, étendit le salariat agricole et droit d'affermage des terres, et dont elle dut momentanément ralentir le cours sous la pression de l'opposition, reprend à vive allure, maintenant que l'opposition est en Sibérie, et qu'un peu de verbalisme révolutionnaire a suffi pour donner le change au prolétariat sur la raison de l'exil des combattants d'octobre. Aux paroles succèdent les actes; aux déclarations révolutionnaires, les actes contre-révolutionnaires.

De ceux-ci, l'un des plus caractéristiques est celui annoncé par la *Vie Economique des Soviets*, organe officiel soviétique, dans l'un de ses derniers numéros (1) : le Conseil des Commissaires du Peuple vient de prendre un arrêté par lequel les nouveaux propriétaires d'immeubles sont rétablis dans la plénitude des droits du propriétaire capitaliste, et se voient, en outre, conférer des privilèges, dont il n'est aucun exemple dans aucun autre pays capitaliste.

On sait que, sous le nom de « droit de construction », la Nep avait établi le droit de propriété des immeubles, mais ce droit était soumis à des restrictions considérables qui le distinguaient, en fait, très profondément du droit de propriété du régime capitaliste.

La plus importante de ces restrictions était celle-ci : pour tout prolétaire, — exactement pour *tout salarié*, ainsi que pour tout élève de l'enseignement public. membre de sa famille à la charge d'un soldat de l'Armée Rouge, invalide du travail ou de la guerre, — les locaux ne pouvaient être loués à un prix supérieur à celui fixé par l'Etat; d'autre part, la location ne pouvait cesser que par la volonté du locataire (art. 156 et 166 du Code Civil de 1922).

Une autre restriction presque aussi importante était que le propriétaire ne pouvait louer à ses locataires une surface plus grande que celle autorisée par l'Etat (art. 173) ; ainsi ne pouvait se produire le scandale habituel en pays bourgeois, de Monsieur ou Madame se prélassant dans des appartement de dix pièces, alors que des familles entières d'ouvriers croupissent dans une seule pièce.

L'arrêté de Staline supprime ces deux restrictions fondamentales : désormais, « les maisons construites par un particulier » peuvent être louées par le propriétaire « sans limitation du montant du loyer », sans « renouvellement automatique du bail », et sans « limitation de la surface » occupée par le locataire. Le propriétaire, tout au moins le nouveau propriétaire, celui qui, maintenant, fait construire, se trouve donc ainsi rétabli dans tous les droits que la loi bourgeoise concède au propriétaire dans tous les pays capitalistes.

La seule limitation qui subsiste est pratiquement insignifiante; c'est celle-ci : le propriétaire de l'immeuble n'est pas propriétaire du sol sur lequel est bâti l'immeuble, il n'en est que locataire. Au lieu d'acheter le terrain, il le loue à l'Etat moyennant une redevance annuelle, et, au bout de 80 ans pour les maisons en pierre, 60 ans pour celles en bois, la maison revient à l'Etat. Or, que le propriétaire n'ait pas à immobiliser de capital pour acheter le terrain, qu'il en ait seulement un loyer à payer chaque année, c'est tout avantage pour lui; quant au fait de remettre à l'Etat une maison vieille de 60 ou 80 ans, qui ne peut plus guère être qu'une masure plus ou moins branlante, dont les grosses réparations absorberont tout le revenu, c'est une mince charge pour le propriétaire, et un avantage à peu près nul pour l'Etat. A remarquer que ces délais de 60 et 80 ans sont ceux établis par l'arrêté stalinien; le Code de la Nep avait, lui, fixé le retour des immeubles à l'Etat, au bout, respectivement, de 20 ans et de 49 ans.

Admettons cependant que cette obligation de remettre à l'Etat un immeuble complètement amorti soit une charge pour le propriétaire, celle-ci se trouve compensée, et combien au-delà! par un avantage inouï, véritablement fantastique, qui n'a son pareil, je le répète, dans aucun pays capitaliste, et que Staline concède au propriétaire soviétique : les maisons seront exemptes de l'impôt sur le revenu, ainsi que de l'impôt sur les successions(1) ! Ainsi pas d'impôts pour le propriétaire! Ainsi, non content d'avoir rétabli l'héritage, Staline, maintenant l'exempte de tous droits!

Voilà pour le propriétaire. Mais une telle extension des droits du propriétaire devait évidemment entrainer une extension corrélative du patronat. La Nep n'admettait, en dehors des concessions, que l'existence du petit patron. L'article fondamental du Code de la Nep, celui qui, en rétablissant le droit de propriété, fixe en même temps les limitations à ce droit (art. 54), ne reconnaît le droit de propriété privée que pour les entreprises industrielles qui occupent des ouvriers salariés dont le nombre n'excède pas les chiffres prévus par les lois spéciales ». Le nouvel arrêté stalinien supprime cette limitation fondamentale, il décide que les entreprises de bâtiment sont autorisées « sans limitation du nombre des ouvriers ».

De telles mesures sont purement et simplement la destruction de la Nep, le rétablissement du capitalisme pur et simple.

Signalons à ce sujet que les chimistes russes, frappés à juste titre de la profonde transformation apportée à la technique par les actuels progrès de la chimie, ont, au printemps dernier, présenté un mémoire à Rykov pour appeler son attention sur la nécessité de procéder le plus possible à la « chimisation » des procédés techniques, les procédés mécaniques ayant désormais fait leur temps.

---

(1) Voir la *Vie Economique des Soviets*, du 20 mai 1928, p. 23.

En ce qui concerne le droit de succession, le texte de la *Vie Economique des Soviets*, dit : « Les actions et les parts des sociétés privées de construction sont, en cas de succession, exemptés de l'impôt qui frappe l'héritage. » Ceci semble impliquer que le propriétaire non formé en société, continuera à être frappé du droit de succession, mais il lui sera bien simple d'y échapper, puisqu'il lui suffira de se constituer en société. Seul le tout petit propriétaire n'aura peut-être pas pratiquement cette faculté. Il continuera donc à payer l'impôt pendant que le gros en sera exempt.

A travers les Livres

L. SCHUMACHER : Un Monde Nouveau

L'avant propos permet déjà d'apercevoir quelques-unes des conditions dans lesquelles s'est effectué le « voyage de Moscou ». Conditions qui entament la valeur des conclusions rapportées de là-bas.

Non seulement ce sont les organisations russes qui assurent (sans doute financièrement) « le séjour des délégués en U. R. S. S. » (page 3), rendant ainsi plus difficile la critique franche de ceux dont ils sont les hôtes, mais encore puisque la souscription ne fut pas suffisante pour couvrir les dépenses du déplacement jusqu'à la frontière, on peut se demander quelle est alors l'organisation qui les a « assurées »?

L'auteur n'a que des louanges à adresser aux interprètes traducteurs dont il disposa là-bas ; il émet cette appréciation sans la moindre connaissance de la langue russe, sans donc pouvoir se rendre compte de l'exactitude des réponses qui lui furent traduites.

Quant au questionnaire qui lui avait été remis par un adversaire acharné de la restauration russe, Schumacher se garde de dire qu'il n'a obtenu de réponses qu'au tiers des questions posées, on a évité les questions essentielles, et répondu à côté des autres.

Ensuite gravement Schumacher sort les fameux carnets où les « ouvriers, malades, soldats, prisonniers purent exprimer librement leurs idées » (p. 4). Comme si les ouvriers russes ne savaient pas ce que peut entraîner pour eux le fait de remettre à des Schumacher, Colomer et Cie leurs opinions, que ceux-ci transmettent immédiatement aux directeurs d'usines, aux secrétaires de cellules, aux agents directs ou indirects de la Guépéou.

Schumacher se base sur l'opinion soi-disant unanime des délégués revenus de là-bas; là encore il use d'une procédé malhonnête, car il passe sous silence l'avis par exemple de Brunel délégué du Nord, de Naville et Gérard, délégués du groupe de *Clarté*, qui n'ont pas caché depuis leur retour ce qu'ils avaient vu.

Le grand nombre des détails que fournit la brochure au sujet des Soviets ne peut empêcher de songer à l'obligation de voter à mains levées, sous le contrôle des autorités, réduisant à néant tous les avantages réels des pseudo-soviets tels que le vote réservé exclusivement à la classe ouvrière, l'égalité politique des sexes.

Schumacher assure que « les délégués aux Soviets sont toujours révocables » (p. 10) ; l'absence de liberté de la presse et des réunions pour le prolétariat d'une part et les jugements secrets de la Guépéou dont la brochure parle plus loin, de l'autre, font que ce droit de révocation par la masse est rarement appliqué. En effet la *Pravda*, l'organe central du parti communiste russe dit dans un numéro du 26-5-27 :

« Pratiquement nous n'utilisons que dans une très « faible mesure le droit de révocation des députés. « Pendant les premières années de l'existence du « pouvoir des Soviets la révocation des députés par « les électeurs se pratiquait très rarement. Au cours « des dernières années dans toute une série de soviets urbains certains députés furent révoqués, « mais parfois cette révocation fut réalisée non pas « sur l'initiative des électeurs, mais d'une façon semi-« administrative (par décision du plenum ou du presidium du soviet) sans participation active des électeurs ».

Au sujet de l'affirmation grandiloquente de l'auteur : « En U. R. S. S. dans tous les domaines la femme est l'égale de l'homme », il suffit de consulter le rapport de Ivanovitch sur les travailleurs du livre en Russie, livre édité par le Comité international de propagande (p. 54), pour constater l'écart suivant entre les salaires mensuels de diverses catégories :

En roubles conventionnels de Moscou.

Compositeurs à la main	40 54
Composition à la main (ouvrières)	32 52
Margeurs	31 54
Margeuses	26 17
Pliage à la main	27 56
Pliage à la main (femmes)	26 17

La brève partie consacrée à l'organisation syndicale ne contient pas une seule indication sur les frais occasionnés par la bureaucratie qui s'y développe, mal dont la gravité ne devrait pas échapper à l'auteur, averti par son expérience personnelle du mouvement syndical en Occident. Pourtant le *Troud* (organe de la C. G. T. russe) reproduisant dans son numéro 10-12-27 une circulaire de cette C. G. T. admet qu'il y eut en 1926 un total de 96.276.000 roubles de dépenses dont la moitié environ soit 44.033.000 roubles fut absorbée par les frais dits des opérations syndicales (traitements de fonctionnaires, frais d'administration, d'organisation, divers) ; pendant la même période les caisses d'éducation, de grève, de chômage ne reçurent que 24.869.000 roubles. La C. G. T. russe dans le même document annonce qu'à ce point de vue 1927 n'aura pas apporté de grands changements.

A l'affirmation de Schumacher annonçant que : « Nul ne peut être embauché ou débauché sans l'approbation du Comité d'usine (p. 15) » s'oppose la statistique des ouvriers embauchés à titre provisoire par les administrateurs rouges ayant seuls intérêt à un pareil procédé d'embauche ; en effet seuls les ouvriers en titre jouissent des droits prévus par le Code du Travail. Ainsi les résultats d'une enquête faite à Moscou rapportés dans le *Troud* du 21 janvier 1928 démontrent que dans les usines de construction des machines 24 % des ouvriers professionnels et 63 % de non spécialisés sont des ouvriers temporaires; dans les typographes 65 % des professionnels et 93 % des manœuvres ne parviennent pas à être nommés définitivement ; il en est de même dans le textile où la proportion des temporaires pour la même catégorie varie entre 34 % et 90 % ; les faits prouvent donc qu'en plein centre gouvernemental les comités d'usine ne peuvent au moment de l'embauche empêcher la direction d'engager qui bon lui semble et comme bon lui semble.

Les atteintes portées aux droits acquis autrefois par l'ouvrier russe se produisent maintenant aussi dans l'industrie privée mise en appétit par les mœurs des trusts d'Etat. Tandis que le délégué auteur assure qu'en cas de grève « l'appareil d'Etat se met immédiatement du côté des ouvriers » le *Troud* du 2-11-28 relatant une enquête conduite dans les entreprises privées des cuirs et peaux arrive aux conclusions suivantes :

« Presque partout les principes les plus simples de « la protection du travail ne sont pas observés. Les « salaires sont payés avec de grands retards. La situation est surtout pénible au point de vue vêtements de travail : presque personne n'en reçoit. « 52 % seulement des ouvriers des entreprises examinées étaient assurés.

« Dans l'énorme majorité des entreprises la législation sur la durée du travail n'est pas appliquée. « 69 % de toutes les usines travaillent plus de 8 « heures. Dans beaucoup de fabriques privées on pratique le travail de nuit. Dans 82 usines les ado-

« lescents travaillent plus de 6 heures. Les entre- « prises des patrons privés sont rarement visitées « par les inspecteurs du travail ».

D'autre part l'histoire d'une grève dirigée contre le patronat privé d'après le *Troud* du 22-1-28 et du 26-1 est très significative. Le conflit éclata le 21 janvier en raison de ce que, à la verrerie de Kodrino (Kiev), le patron n'avait pas encore payé les salaires de décembre et de la première quinzaine de janvier. Malgré que les ouvriers attendaient leur paie depuis six semaines le syndicat n'intervenait pas et la grève éclata spontanément. Les grévistes s'adressèrent en vain au comité régional des travailleurs chimiques ; personne ne répondit à leur appel. Le président du comité d'usine préféra assister à un congrès à Kharkov que de conduire la grève. L'Union régionale saisie de cette situation se borna à prononcer un blâme contre les fonctionnaires en faute.

Sur la grave question de l'inégalité des salaires en Russie Schumacher se borne par des phrases solennelles à rejeter la responsabilité du rétablissement des échelles de paie sur le soi-disant égoïsme de l'ouvrier russe. Cette explication est rendue vaine par le contraste numérique énorme des salaires payés ; il serait difficile de faire croire qu'un prolétariat ayant trois révolutions à son actif, presque un million de membres au parti le plus « révolutionnaire » du monde, plusieurs millions dans les syndicats, revendiquerait par pur égoïsme, dans le salaire, une inégalité beaucoup plus brutale que celle des pays capitalistes d'Occident.

Et pourtant le *Troud* du 15-11-27 exposant les échelles de salaires récentes signale les écarts suivants entre les paies des ouvriers professionnels et non spécialisés : dans le textile, la proportion est de 1 à 3 ; chez les verriers de 1 à 4,2 ; dans les industries chimiques, de 1 à 2,8 ; dans les cuirs et peaux, de 1 à 3.

D'après la brochure ce contraste serait contrebalancé par des compensations accordées aux ouvriers à bas salaires dans d'autres domaines. Ainsi ils ne payeraient qu'un loyer très bas. Mais l'auteur oublie d'ajouter quelle est la valeur de ces logements à bon marché.

Le rapport du Commissaire du peuple du Travail Schmidt publié dans le *Troud* du 1er mars 1928 permet de se rendre compte que ce sont les ouvriers qui jouissent de la plus petite superficie habitable par individu. En effet voici la comparaison qu'il fait : ouvriers 5,6, employés 7 mètres, artisans 5, 9 mètres, professions libérales 7,1 mètres.

Mais si on envisage certaines corporations on se heurte à des situations bien plus pénibles. Le *Troud* du 18-11-28 en signale en ces termes : parlant des travailleurs du caoutchouc : « les conditions du logement des ouvriers sont très pénibles ; chaque membre d'une famille ouvrière de l'usine Bogatyr dispose de 1 m. 50 de superficie ; plus de la moitié des ouvriers habitent des caves, des hangars, des maisons semi-écroulées ».

Voici la description d'un logement d'ouvriers textiles d'Ivanteevo (usine Mostrico-taj) numéro 12 du nom de Dzerjinski : Dans le corps du bâtiment de l'usine entre le mur principal percé de fenêtres donnant dans l'atelier de menuiserie et une sale cloison en planches on a organisé un dortoir commun aux *deux sexes*. Ce long et étroit local n'a qu'une fenêtre donnant sur la rue, et qui d'ailleurs ne peut *être ouverte*. Les vitres par places sont enfoncées ; les ouvertures de cette « ventilation naturelle » sont soigneusement bouchées de sales chiffons.

Tout le long du mur des bat-flancs en bois sont couverts de paillasses et de loques pullulant de punaises et de poux. Ils sont tournés les pieds vers un passage étroit et sont presque serrés les uns contre les autres. Par terre des tas de bouts de cigarettes, des graines, du papier, etc.

Puisque Schumacher affirme que « dans la plupart des usines, magasins, etc, il existe des crèches où les mères qui travaillent viennent le matin déposer leurs enfants » rappelons que d'après le *Troud* du 4-11-27 dans une industrie aussi essentiellement féminine que celle du textile, les crèches ne satisfont que 16 % des places demandées, c'est-à-dire environ 1/6.

L'auteur cherche à expliquer cette honte qu'est le vagabondage des enfants sans asile et sans ressources uniquement par l'héritage du tsarisme et les suites de la guerre civile et du blocus. Mais la réalité lui répond durement que ce mal, 10 ans après le renversement des tsars, 5 ans après la cessation du blocus, en plein épanouisement de la Nep frappe de plus en plus le prolétariat. En effet, le *Troud* du 20-5-27 affirme que le pourcentage des enfants d'ouvriers parmi les petits vagabonds est passé de 23,4 % en 1926 à 35 % en 1927.

Schumacher couvre entièrement l'attitude du gouvernement russe rétablissant le monopole de l'alcool. A l'heure qu'il est, l'expérience suffit pour montrer que l'avocat de l'Etat-bistro-russe se défend mal en essayant de présenter cette mesure comme apte à enrayer la distillation clandestine.

La *Rabotchaia Gazeta*, organe populaire du Comité Central du Parti communiste russe ne vient-elle pas de publier un article dans son numéro du 17-1-28, concluant qu'il est consommé annuellement en Russie environ 600.000 bouteilles de vodka clandestin dit « samogone », gâchant ainsi un demi million de pouds de céréales.

Quant à la phrase de l'auteur « enfin on prend toutes mesures pour réduire progressivement la consommation de l'eau-de-vie », comme toujours les chiffres officiels la démolissent.

Le *Troud* du 2-3-28 contient quelques précisions à cet égard.

A Léningrad : Morts des suites de l'alcoolisme :

1911	715	personnes
1921	26	—
1922	25	—
1925	85	—
1926	167	—

A Moscou :

1914	117	—
1922	1	—
1923	16	—
1925	86	—
1926	144	—

Voici d'après le *Troud* du 16-11-27, la progression de la consommation totale du vodka :

1923-24	1924-25	1925-26	1926-27
800.000 seaux	4.100.000	20.500.000	31.500.000

A propos d'anarchistes emprisonnés l'auteur s'accroche à un seul cas, qu'il apprécie d'après le dossier officiel, mais il se tait sur les 149 autres que contenait la liste qui lui fut remise ; liste obtenue dans les conditions de vérification des plus difficiles, étant donné que de l'aveu de Staline lui-même, la procédure de la Guépéou est secrète.

Les quelques indications ici apportées suffisent pour mettre en garde contre cette nouvelle forme du bourrage de crânes.

Le « Monde Nouveau » de Schumacher porte en lui, sous d'autres aspects, les plaies de la vieille société bourgeoise.

FAITS & DOCUMENTS

LES FAITS DE LA QUINZAINE

LUNDI 11. — Conseil national de la Fédération confédérée du Textile à Paris.

Angleterre. — Manifestation antifasciste à Londres à l'occasion du 4e anniversaire de la mort de Matteoti.

Grèce. — Grève des ouvriers de la Manipulation des Tabacs à Cavalla, Xanthe, Drama, Serrai, Sarri, Saban et Pravi.

MARDI 12. — Ouverture du Congrès du Syndicat national des douanes actives. L'adhésion du Syndicat à la Fédération autonome est sanctionnée.

— Le Conseil des Ministres adopte le principe de la stabilisation légale du franc.

Chine. — On annonce la mort de Tchang-Tso-lin. Les Sudistes demandent le rappel des troupes étrangères.

MERCREDI 13. — Meeting antifasciste à la Bellevilloise

Chine. — La loi martiale est levée à Pékin.

Grèce. — A Xanthe, les grévistes manifestants sont attaqués par des détachements de cavalerie et d'infanterie. Cinq ouvriers tués, trente blessés.

JEUDI 14. — La libération des députés incarcérés est refusée par 342 voix contre 167.

Allemagne. — Le socialiste Lœbe est réélu président du Reichstag par 318 voix sur 445 votants.

— L'aviateur Guilbaud vole au secours de l'équipage de *l'Italia.*

VENDREDI 15. — Débat à la Chambre sur la politique générale et financière.

Angleterre. — Grève de l'industrie textile.

Chine. — Le gouvernement de Nankin demande officiellement l'annulation des traités inégaux.

SAMEDI 16. — Le proscrit italien Miglioli, ex-député catholique, est expulsé de France.

— Bagarres entre socialistes et communistes à Lille au cours d'un meeting du P. C.

— Conférence de la Région Parisienne du P. C.

— La grève des métallurgistes de Trignac, dirigée par les Syndicats confédérés, se termine par la réintégration du contremaître renvoyé et une légère augmentation de salaires.

DIMANCHE 17. — Election à la Caisse autonome des mineurs. Tous les candidats confédérés sont élus.

Grèce. — La grève des tabacs s'étend à toute la Grèce. Batailles de rues dans différentes villes. Une trentaine d'ouvriers sont tués à Drama.

Belgique. — Grève générale des dockers du port d'Anvers.

LUNDI 18. — Conférence nationale du P. C.

— L'avion américain « l'Amitié » ayant une femme au nombre des pilotes franchit l'Atlantique.

Autriche. — Ouverture du 10e Congrès des Syndicats autrichiens à Vienne.

MARDI 19. — Par 176 voix contre 123, le Sénat refuse de mettre à son ordre du jour la discussion sur le vote des femmes.

MERCREDI 20. — Ouverture du Congrès de la Fédération nationale des Travailleurs de l'Etat.

— A la Conférence nationale du P. C., Monmousseau, secrétaire général de la C. G. T. U, rapporte sur la question syndicale.

Yougoslavie. — En plein parlement de Belgrade, trois députés de l'opposition croate sont assassinés par un député monténégrin.

JEUDI 21. — Mort de Gustave Téry, directeur de l'*Œuvre.*

VENDREDI 22. — Libération de Marcel Cachin.

Yougoslavie. — Manifestations sanglantes à Zagreb à l'occasion de l'assassinat des députés croates.

Grèce. — Combat de rue à Salonique. 7 tués, 30 blessés.

Tunisie. — Grève des briquetiers du Djebel Ahmar.

SAMEDI 23. — Ouverture à Paris du Congrès de l'Union générale des fonctionnaires de l'Enregistrement.

— Fin du Congrès des Travailleurs de l'Etat.

Par 229 voix contre 67, le Congrès approuve la position de la C. G. T. sur l'unité syndicale.

— Congrès de l'Union des Syndicats confédérés des Bouches-du-Rhône à Arles.

DIMANCHE 24. — Le franc est stabilisé à 0,202 sur la base de la livre à 124,21 et du dollar à 25,52.

— Congrès de l'Union des Syndicats confédérés de Maine-et-Loire à Angers.

— Nobile est sauvé par l'aviateur Lundborgh.

LUNDI 25. — Congrès national des ouvriers des Tabacs à Paris.

Hoover peint par un Américain

M. William Bird, président de l'Association de la Presse anglo-américaine de Paris, publie dans l'*Information* un portrait de Hoover, le candidat républicain à la présidence des Etats-Unis, dont voici un passage passablement savoureux.

Herbert Hoover n'est un homme ni de parti, ni du parti. En 1920, alors qu'il n'avait pour toute situation politique que sa réputation de ravitailleur de l'Europe, il ne savait même pas s'il devait se ranger du côté démocrate ou du côté républicain. Il avait néanmoins sollicité la candidature à la succession du président Wilson à la faveur d'une absence totale de candidats de premier plan, de part et d'autre. Il se croyait alors l'homme de la situation et posait ses conditions aux démocrates et aux républicains par des communiqués retentissants ; mais finalement, ni les uns ni les autres ne répondirent à son appel et Hoover connut le danger de courir deux lièvres à la fois.

Quelques mois plus tard, le président Harding l'embrigada dans le parti républicain en le nommant ministre du Commerce. Ce fut le début de sa carrière politique qui se poursuivit sous la présidence de M. Coolidge qui le maintint dans le même poste.

Depuis, il a fait de grands progrès. Sa campagne pour la candidature, — car les élections à la présidence font en deux temps — a été magistrale. Un à un, il enrôla sous sa bannière la plupart des délégués au Congrès du parti, travail qui nécessitait une organisation gigantesque, une campagne formidable dans les 48 Etats de l'Union Américaine. Plus de 300.000 dollars — quelque 7.500.000 fr. — d'après l'enquête officielle du Sénat, ont été dépensés par les amis de M. Hoover pour le hisser à la candidature. Que de comités locaux, de banquets, de processions, d'agents électoraux et de publicité travaillant les petites communes du vaste territoire!

⁂

L'affaire Abdallah

Le document suivant montre ce qu'il en est en Algérie de la liberté syndicale et de la liberté d'opinion :

GOUVERNEMENT GÉNÉRAL
DE L'ALGÉRIE
Lettre n° 3.104

Alger, le 16 mai 1928.

Le Gouverneur Général de l'Algérie,

En vertu du Code spécial de l'indigénat, après avoir pris connaissance du rapport concernant la réunion du

1er mai tenue à Bône à 6 heures du soir, et des paroles prononcées par le nommé Abdallah, faisant dans ce meeting, l'apologie de la IIIe Internationale et appelant dans un discours fréquemment applaudi par les nombreux auditeurs réunis par l'Union Unitaire de Bône, les travailleurs à imiter « leurs camarades qui, à l'est de l'Europe se sont libérés ».

Considérant également que le nommé Abdallah est à Bône la cheville ouvrière du Parti Communiste et de la C. G. T. U.

Se référant aux articles parus dans le journal *l'Etincelle*, de Bône.

Demande au Commissaire Central de Bône d'aviser le nommé Abdallah que sa mise en surveillance spéciale dans les territoires du Sud est envisagée dès aujourd'hui, et d'informer l'intéressé qu'à la prochaine réunion publique où il prendrait la parole il serait procédé à l'exécution de la pénalité ci-dessus énoncée.

Le Gouverneur Général de l'Algérie.

Les incidents de chômeurs à Moscou

La presse a donné dernièrement plusieurs informations relatives à de graves incidents qui ont eu lieu à Moscou. Des rencontres assez sérieuses entre chômeurs du bâtiment et police se sont produites. *L'Humanité*, après un assez long silence, s'est décidée à en parler. Elle l'a fait par le communiqué ci-dessous, qui, dans sa forme, est un duplicata des comniqués publiés par la République Française.

Quant aux précisions sur l'intensité et l'importance des incidents, nous attendons d'autres informations pour nous prononcer.

L'année passée, 80.000 ouvriers du bâtiment étaient employés à Moscou, dont environ 30.000 venus de la campagne comme ouvriers saisonniers pour travailler pendant les mois d'été. En dehors de ces ouvriers du bâtiment occupés dans la production, il y avait à Moscou, pendant les mois de mai et de juin, 10.000 ouvriers non qualifiés sans travail venus de la campagne. Ni dans l'année passée ni dans l'année courante, des ouvriers qualifiés du bâtiment ne sont restés sans travail.

En 1928, le nombre des ouvriers du bâtiment s'est formidablement accru. Environ 140.000 ouvriers du bâtiment sont actuellement employés à Moscou, dont environ 80.000 ouvriers saisonniers. Bien que le nombre des ouvriers saisonniers non qualifiés occupés dans le bâtiment ait donc triplé cette année, il y a, aux Bourses des travailleurs du bâtiment, environ 30.000 sans-travail venus de la campagne qui, pour le moment, n'ont pu trouver de l'occupation. Dès leur arrivée à Moscou, on leur a fait savoir qu'il n'existe aucune chance d'embauchage et qu'il valait mieux pour eux retourner dans leurs villages. Mais les paysans escomptaient que, comme l'année passée, il se produirait soudainement une demande d'ouvriers non qualifiés dans le bâtiment et ils sont restés à Moscou.

LES OUVRIERS SAISONNIERS

Il importe encore de mentionner que ces paysans veulent surtout travailler à Moscou pendant les mois de mai et de juin afin d'être de nouveau à la campagne en juillet pour le commencement des travaux de récolte. Il résulte de tout cela que les « ouvriers du bâtiment sans travail » ne sont pas des chômeurs au sens courant en Europe occidentale, mais de petits paysans qui ne veulent travailler que passagèrement dans l'industrie.

L'attroupement de ces paysans devant la Bourse du Travail a été exploité par des éléments criminels. Il a été exploité en partie par des voleurs qui se sont mêlés aux paysans dans l'espoir d'atteindre leurs buts criminels en provoquant des troubles, en partie aussi par des éléments mécontents politiquement. C'est ainsi qu'ont pu se produire quelques désordres devant la Bourse du Travail au cours desquels différents magasins de vivres ont été pillés par ces éléments louches. Lorsque la milice a voulu calmer les sans-travail, des voies de fait ont été commises sur les miliciens dont quelques-uns ont été légèrement blessés. Néanmoins, la milice n'est pas intervenue de force contre les chômeurs.

A la nouvelle des troubles, des délégués du soviet de Moscou et du commissariat du peuple au Travail accoururent à la Bourse du Travail et déclarèrent aux paysans qu'il était impossible de leur procurer du travail pour le moment, que leur faute consistait d'être venus à Moscou de leur propre initiative, contrairement aux avis des institutions soviétiques au village et que le commissariat du peuple au Travail mettait des moyens à la disposition de tous les paysans qui désiraient retourner dans leur village.

Une partie s'est déclarée prête à accepter l'offre du commissariat du peuple au Travail et déjà plus de trois mille paysans ont quitté Moscou. Les autres vingt-sept mille sont restés à Moscou dans l'espoir de trouver de l'occupation dans le Bâtiment. Tel fut tout l'incident que la presse bourgeoise et social-démocrate exploite démagogiquement.

ENTRE NOUS

Nous avons, pour la fin du mois, un nombre important d'abonnements à renouveler. Les circulaires contenant des mandats-cartes de notre chèque postal ont été adressées aux intéressés. Nous leur demanderons de vouloir bien les utiliser pour le renouvellement de leur abonnement. Ils éviteront ainsi à eux-mêmes des frais de recouvrement inutiles et à nous une double besogne : 1° l'établissement des feuilles de recouvrement, travail ennuyeux et beaucoup plus long que celui de l'envoi de circulaires; 2° la confection d'un bordereau en double exemplaire pour l'envoi à notre compte de chèques postaux des mandats-poste reçus.

Nos camarades abonnés ne doivent pas oublier que, tout comme les rédacteurs, les administrateurs de la R. P. font le boulot à l'œil, et il serait injuste de leur faire perdre, à des besogne fastidieuses, des instants limités qu'ils pourraient employer autrement avec plus de profit.

L'emploi des recouvrements présente, en dehors d'un surcroît de travail, un inconvénient sérieux pour notre trésorerie, celui de retarder de près d'une quinzaine la disponibilité des fonds, inconvénient qui n'existe pas dans le règlement par chèque postal.

Et ceci, camarades, est pour nous très important.

Nous croyons vous avoir déjà dit que le fait d'avoir changé d'imprimerie au début de l'année nous avait mis dans l'obligation de régler à fin janvier trois numéros au lieu de deux, comme nous le faisions régulièrement. Nous ne sommes pas encore remis de cet effort. En employant le chèque postal, les réabonnements à fin juin nous y aideraient dans une certaine mesure.

Un autre moyen de nous aider, ce serait de ne pas oublier, en même temps que le renouvellement, notre souscription. Elle a la gueule ouverte en permanence, c'est une insatiable, mais il le faut. Certes, elle n'est pas une solution. La meilleure, la vraie, c'est évidemment celle d'un budget s'équilibrant par l'abonnement.

Pour cela, l'Administration retient toutes les suggestions des camarades abonnés et fait tous ses efforts pour leur faire rendre le maximum. Mais en attendant les 2.000, il faut se résoudre à demander aux 900 les sacrifices nécessités par l'attente.

Les Editions de la Librairie du Travail

Victor Serge

LÉNINE-1917

Une brochure de 70 pages, consacrée exclusivement au Lénine de 1917, à celui qui, parti de Zurich où il avait mené l'opposition irréductible et intransigeante à l'Impérialisme, arriva à Moscou où dominaient l'incertitude, la confusion et le chaos, pour guider son Parti à l'assaut du jouvoir.

Vievtor Serge aurait pu intituler son œuvre : « Lénine vivant ». Pas d'exposé doctrinal, pas de discussions théoriques, pas de savantes et lourdes compilations. La vie d'un homme prodigieux, aux heures les plus prodigieuses de l'histoire d'un Prolétariat qui a accompli des miracles, — d'un homme en qui on n'a jamais pu découvrir « aucune dissociation de l'action et de la pensée ».

PRIX : 2 FRANCS

Victor Serge

Les COULISSES d'une SURETÉ GÉNÉRALE

Pour la première fois dans le Monde, grâce à la Révolution Russe, des révolutionnairees ont pu mettre la main sur les documents les plus secrets, sur les papiers les plus lourds de révélations d'un gouvernement autocratique. Nous avons déjà eu le « Livre Noir », composé avec les extraits des Archives diplomatiques russes. Nous avons maintenant les « Coulisses d'une Sûreté générale », composé avec les sales papiers de l'Okhrana russe.

La lecture d'une telle œuvre constitue l'une des plus belles leçons qu'un révolutionnaire puisse solliciter. Il est déjà des plus instructifs de connaître les procédés d'une police aussi savamment organisée que l'Okhrana. Mais il y a aussi des précisions curieuses sur la mentalité des indicateurs et des provocateurs employés. Il y a des conseils pratiques donnés à tous les révolutionnaires et inspirés par la lecture de ces documents. Il y a enfin une affirmation sérieusement établie qu'aucune répression ne peut empêcher la victoire de la Révolution.

PRIX : 4 FRANCS

Un Souvenir par jour

PETIT CALENDRIER PROLÉTARIEN

Le Prolétariat a son histoire, bien distincte, suffisamment lourde de lutte et d'héroïsme. Mais il ne la connaît pas. Et l'on ne s'inquiète pas d'en découvrir et d'en classer les éléments, avec une persévérance systématique.

Voilà cependant un premier essai dans ce domaine. En face de chaque date, l'auteur a noté un souvenir. Et il déclare qu'il n'a pas été commode de choisir cet anniversaire, tant notre histoire est déjà riche.

Mais les faits qu'il a notés suffisent pour fortifier nos espoirs.

PRIX : 1 FRANC

Vient de paraître :

FERNAND LORIOT

LES PROBLÈMES DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Une brochure de 72 pages, prix........................ 3 fr.

Cette étude, qui ouvre la discussion sur des questions trop longtemps laissées dans l'ombre, doit être entre les mains de tous les militants.

Prix spécial pour la diffusion : Dix exemplaires, franco : 20 fr.

Tél. : Combat 08-02

R. C. 251-310



Chèque postal

N° 43-08

Histoire et Éducation Prolétarienne

Albert THIERRY

Réflexions sur l'Éducation

(Suivies des « Nouvelles de Vosves »)

Préface de Marcel Martinet
Biographie de Louis Clavel

La classe ouvrière organisée se désintéresse trop des problèmes d'ordre moral. C'est le reproche fraternel qui se dégage des premières pages de l'œuvre de Thierry. Ce syndicaliste fervent croit en la valeur morale du syndicalisme. Mieux, c'est dans le syndicalisme qu'il cherche les fondements de son système d'éducation, de sa morale.

Il bannit tout ce qui n'est qu'artifice et verbiage. C'est par la saine activité qu'il veut développer les esprits et les cœurs. C'est à la Bourse du Travail, centre de son humanité, qu'il entraîne l'instituteur, c'est sur le refus de parvenir, la fidélité à la classe qu'il établit sa morale des travailleurs.

C'est un des premiers livres d'éducation morale que l'on doit trouver dans la bibliothèque d'un militant ouvrier.

PRIX : 15 FRANCS

C. TALES

La Commune en 1871

Préface de Léon Trotsky

Cette œuvre a un double objet : d'une part, tenir lieu d'initiation à l'histoire de la Commune, en présentant les personnages, les faits, les rapports entre les faits et les doctrines, en formules claires qui précisent l'essentiel d'une période des plus riches et des plus confuses de l'histoire du prolétariat français.

D'autre part, donner au prolétariat, une vivante « leçon de choses », en mettant en relief, les faiblesses des hommes de la Commune et les insuffisances de leurs méthodes.

PRIX : 12 FRANCS

Robert LOUZON

L'Économie Capitaliste

L'économie politique est-elle une science exclusivement réservée aux bourgeois instruits défendant leur classe? Robert Louzon ne le pense pas. Il a écrit un livre de vulgarisation dont nous ne connaissons pas l'équivalent, et son œuvre a sa place dans la collection des « Initiations ».

Ce livre a une valeur documentaire, indéniable. Des adversaires irréductibles des idées de Louzon ne pourraient le nier. Il apporte des définitions, des formules, des explications simples, sur tous les problèmes d'ordre économique.

Il a également une valeur de propagande. Il enseigne aux travailleurs le mécanisme de l'exploitation capitaliste. Il a aussi une valeur éducative.

Les militants ouvriers — fatigués du verbiage démagogique — qui le liront acquerront des qualités indispensables aux guides du prolétariat : le goût de la précision et la foi dans les sciences exactes.

PRIX : 9 FRANCS

Léon TROTSKY

LENINE

Ce n'est pas une biographie complète. C'est moins que cela. C'est mieux, dans un autre sens.

Trotsky qui est avec Lénine, le plus grand homme de la Révolution Russe, a écrit là ce que l'on pourrait appeler ses rencontres avec Lénine. Leurs rencontres? A Londres, avant le Congrès de 1903, en Suisse, à Zimmervald, à Moscou depuis 1917. C'est donc une œuvre qui a droit à une place très importante dans l'histoire du mouvement révolutionnaire russe et de la Révolution bolchevique.

Trotsky, ce qui ne gâte rien, est un remarquable écrivain, dont l'esprit d'observation et d'analyse, et l'éloquence de lutteur, vivifient tout ce qu'il écrit.

PRIX : 12 FRANCS

En souscription :

LISSAGARAY

Histoire de la Commune de 1871

De toutes parts on se lamente sur la disparition de ce maître livre sur la Commune.

Epuisé depuis des années, nous avons décidé de le rééditer, afin de le mettre entre les mains des générations nouvelles qui l'ignorent et qui n'ont pas le droit de l'ignorer.

Il s'agit d'un volume de 600 pages, qui sera présenté avec le même soin que tous ceux qui ont déjà paru dans cette collection.

Il contiendra la matière de quatre volumes ordinaires à douze francs.

Nous fixons cependant son prix de souscription à DOUZE FRANCS, jusqu'au jour de la mise en vente.

SOUSCRIVEZ DE SUITE ET FAITES SOUSCRIRE AUTOUR DE VOUS.

Le Gérant : V. GODONNÈCHE

Imp. LABOR, 8, boul. de Vaugirard, Paris